

OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

DEC 4 1963

ACTION

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

*Copy sent to  
Leopoldville  
10/12  
file*

CTR/M1064

le 28 novembre 1963 Completed

TO:	<i>M. Ahmed 214</i>
1	<i>" Giepin 232</i>
2	
3	
<input type="checkbox"/> - Acknowledged	
<input type="checkbox"/> - No Action Required	
INITIALS	

A : M. S. H. Ahmed, Chef des Opérations Civiles

De : N. Boskovic, Conseiller Principal, Transports et Communications

Objet : Actes de sabotage sur le réseau BCK

Depuis un certain temps des actes de sabotage sur la voie ferrée BCK se sont amplifiés. Tous ces sabotages ont lieu la nuit, de sorte que, chaque fois, toute circulation de nuit doit être interrompue et ce n'est que lorsque la zone est visitée et contrôlée que le premier train démarre. Ainsi une diminution de la capacité de la voie est provoquée et les gares de Jadotville, Kolwezi et Elisabethville sont embouteillées.

Le 21 novembre, pour ces trois directions seulement, 638 wagons pour 23.740 T étaient bloqués. En s'accroissant, un tel embouteillage pourrait avoir comme effet une asphyxie de ces parties de la voie.

Selon un rapport de la direction générale de la BCK à Elisabethville, l'ANC organise des patrouilles, mais elles sont insuffisantes et d'une efficacité plutôt faible.

A part six actes de sabotage survenus au mois d'août et dont les conséquences étaient une locomotive à vapeur renversée avec son tender et deux véhicules pratiquement et totalement détruits des actes de sabotage ont repris, notamment en novembre. Ainsi :

- le 15 novembre - enlèvement du pivot de la tringle de commande de l'aiguillage qui, à la sortie d'Elisabethville, commande l'angle du raccordement du quartier industriel Sud. 1 locomotive et 1 wagon déraillés. Dégâts mineurs.
- le 17 novembre - km 498 Tenke. Un rail déboulonné - déraillement d'une locomotive électrique et du premier wagon. Dégâts matériels relativement importants et mise hors service d'une locomotive.

.../



- le 18 novembre - 455 km entre Jadotville et Tenke, un rail déboulonné. Déraillement de la locomotive électrique et des quatre premiers wagons. Il s'agissait d'un train de voyageurs et il n'y eut aucune victime. Dégâts matériels relativement importants et de nouveau une locomotive électrique hors service pour un mois.
- le 18 novembre - km 446 à 60 mètres du Pont de Nyguba. Un rail déboulonné, mais découvert à temps par l'équipe de vigilance de la BCK.
- le 19 novembre - km 698 entre Luena et Bukama. Deux rails en travers de la voie. Il s'agissait d'un train de voyageurs, mais il n'y eut pas de victimes, seul le premier wagon a déraillé.

Par mesure de sécurité, les trains de voyageurs ne circuleront pas la nuit et après la tombée du jour les simples tractions seront autorisées, de sorte que, si un déraillement survient, il n'y aura qu'une locomotive électrique hors service. La conséquence de cette mesure sera une vitesse réduite des trains.

La BCK s'est adressée par l'intermédiaire de la COMITRA au Ministre des Transports et Communications et au Premier Ministre en posant la question de promulguer au Congo une législation spéciale ayant trait aux actes de sabotage contre les voies de communications.

*J. Mmm*

cc: Mr. A. Gilpin



BOITE POSTALE 1218  
ELISABETHVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE ONUC ELISABETHVILLE

CTR/MIOG4

le 22 novembre 1963

A : M. S. M. Ahead, Chef des Opérations Civiles  
Cc : M. Boskovic, Conseiller Principal, Transports et Communications  
Objet : Actes de sabotage sur la ligne BCK

Depuis un certain temps des actes de sabotage sur la voie ferrée BCK se sont multipliés. Tous ces sabotages ont lieu la nuit, de sorte que, chaque fois, toute circulation de nuit doit être interrompue et ce n'est que lorsque la zone est visitée et contrôlée que le premier train démarre. Ainsi une diminution de la capacité de la voie est provoquée et les gares de Jadotville, Kolwezi et Elisabethville sont embouteillées.

Le 21 novembre, pour ces trois directions seulement, 638 wagons pour 23.740 T étaient bloqués. En s'accroissant, un tel embouteillage pourrait avoir comme effet une asphyxie de ces parties de la voie.

Selon un rapport de la direction générale de la BCK à Elisabethville, l'ANC organisée des patrouilles, mais elles sont insuffisantes et d'une efficacité plutôt faible.

A part six actes de sabotage survenus au mois d'août et dont les conséquences étaient une locomotive à vapeur renversée avec son tender et deux véhicules pratiquement et totalement détruits des actes de sabotage ont repris, notamment en novembre. Ainsi :

- le 13 novembre - enlèvement du pivot de la tringle de commande de l'aiguillage qui, à la sortie d'Elisabethville, commande l'angle du raccordement du quartier industriel Sud. 1 locomotive et 1 wagon déraillés. Dégâts mineurs.
- le 17 novembre - km 498 Tenke. Un rail déboulonné - déraillement d'une locomotive électrique et du premier wagon. Dégâts matériels relativement importants et mise hors service d'une locomotive.



- le 18 novembre - 455 km entre Jadotville et Tenke, un rail déboulonné. Déraillement de la locomotive électrique et des quatre premiers wagons. Il s'agissait d'un train de voyageurs et il n'y eut aucune victime. Dégâts matériels relativement importants et de nouveau une locomotive électrique hors service pour un mois.
- le 18 novembre - km 446 à 60 mètres du Pont de Nyguba. Un rail déboulonné, mais découvert à temps par l'équipe de vigilance de la BCK.
- le 19 novembre - km 698 entre Luena et Bukama. Deux rails en travers de la voie. Il s'agissait d'un train de voyageurs, mais il n'y eut pas de victimes, seul le premier wagon a déraillé.

Par mesure de sécurité, les trains de voyageurs ne circuleront pas la nuit et après la tombée du jour les simples tractions seront autorisées, de sorte que, si un déraillement survient, il n'y aura qu'une locomotive électrique hors service. La conséquence de cette mesure sera une vitesse réduite des trains.

La BCK s'est adressée par l'intermédiaire de la COMITRA au Ministre des Transports et Communications et au Premier Ministre en posant la question de promulguer au Congo une législation spéciale ayant trait aux actes de sabotage contre les voies de communications.

cc: Mr. A. Gilpin

ROUTING SLIP

FOR INFORMATION

by

Mr. Ahmed

Mr. Brooks

Mr. Friscuzzi

Mr. Pichler

S. H. A.

OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

NOV 23 1963

ACTION

CTR/M1061

22 November 1963

TO: Mr. Gilpin 232

1

2

3

☐ Completed

☐ Acknowledged

☐ No Action Required

INITIALS

To : Mr. S. H. Ahmed, Chief Civilian Operations

From: N. Boskovic, Senior Consultant, Transport and Communications

cc: Mr. A. C. Gilpin

.....

Attached hereto please find a study of work outlined for the Ministry of Communications and Transport covering the activity of the Department for the setting up of a programme of emergency projects for the year 1964 as well as a quinquennial plan of investment and development of the transport as a whole in the Republic of the Congo.

May I point out that this programme has been approved by the Ministry and will play, in the forthcoming months, a preponderant part in the activities of the U.N. mission attached to the Ministry of Communications and Transport.

— M. M. M. i



CTR/M1060

le 21 novembre 1963

A : M. P. Kabasubabo, Secrétaire Général  
Ministère des Communications et Transports

De : N. Boskovic, Conseiller Principal, Transports et Communications

NOTE

Objet : PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

Salon les documents récemment communiqués par le Cabinet du Premier Ministre (No. 02781/CAB4/PM/ du 27 septembre et No. 03109/CAB4/PM/ du 28 octobre) et du Ministre du Plan et du Développement Industriel (Rapport de la mission C.E.E.), la programmation du développement économique et social de la République du Congo s'effectuerait en deux phases :

1. Elaboration d'un programme de redressement rapide des postes clé de l'économie congolaise qui serait adoptée et mis en exécution le 1er janvier 1964.
2. Mise au point d'un plan quinquennal de développement qui devrait être soumis au Parlement au plus tard dans 12 mois.

PROGRAMME DE RELEVEMENT RAPIDE

1. Le programme divisé en trois parties - projets gouvernement, projets des services parastataux et projets du secteur privé - ne doit comprendre que des projets urgents pour relancer l'économie du pays et assurer un démarrage de son relèvement, notamment la remise en état des transports et communications.
2. Chaque projet doit comprendre une étude financière et économique ainsi que le coût et les frais en francs congolais et en devises étrangères séparément.

.../



3. Pour les projets du gouvernement, le financement en monnaie locale sera assuré soit par le budget, soit sur les fonds de contrepartie, soit sur les fonds du Marché Commun, soit enfin, le cas échéant, sur des dons ou des fournitures en nature.

Le financement des services parastataux sera assuré soit sur des fonds propres, soit sur les fonds de contrepartie.

Le financement du secteur privé sera assuré par les entreprises elles-mêmes.

4. Le financement en devises doit être étudié avec le Conseil Monétaire et peut être effectué tant par le secteur public que par le secteur privé par la mise en application des règles générales ou par le recours au crédit à moyen terme auprès des institutions bancaires étrangères.

5. En vue d'assurer une vue complète des projets de développement et de permettre de suivre l'exécution de l'ensemble du programme, celui-ci devra englober quels que soient les moyens de leur financement, d'une part tous les projets déjà approuvés et qui sont en train d'être mis à exécution mais dont les crédits n'ont pas été entièrement utilisés et, d'autre part tous les nouveaux projets.

En même temps, il faudrait réviser le coût réel des projets déjà approuvés afin de voir si les crédits précédemment prévus sont suffisants ou s'il n'y a pas, au contraire, une possibilité de réduction.

6. Le Ministère des Communications et Transports doit présenter au Ministère des Finances tous les renseignements concernant les projets déjà approuvés ainsi que les nouveaux projets du secteur privé et parastatal et au Ministre des Finances et du Plan les projets du secteur privé.

7. Une commission interministérielle composée des Ministres, des Secrétaires Généraux et des Conseillers techniques du Plan, des Finances, de l'Economie Nationale, des Travaux Publics, des Transports et Communications et de l'Agriculture, doit se réunir sous la présidence du Premier Ministre pour arrêter les projets qui seraient choisis et adopter le programme.

#### Programme de travail du Ministère

8. Le Ministre des Transports et Communications - Secrétariat Général - a demandé (lettre No. 18.1/2260 du 4 novembre 1963) aux compagnies de transport OTRACO, BCK, CFL, VICICONGO, AIR CONGO, AIR BROUSSE, SOTRANCONGO, MAS, TRANSCO, TCL et TCK d'établir leurs programmes d'investissements pour 1964 et les années à suivre. Ces programmes comprendront l'échelonnement des investissements, leurs justifications ainsi que les fonds nécessaires à la réalisation de ce projet.

Ils doivent être soumis au Ministère le 10 décembre au plus tard.

.../



Toutefois la demande du Ministre n'implique pas tous les éléments détaillés requis par la Note du Premier Ministre, notamment les projets déjà approuvés dont les crédits n'ont pas encore été entièrement utilisés, révision du cours réel de ces projets, etc.

Il serait nécessaire que le Ministre envoie une Note complémentaire aux compagnies de transport sur les éléments supplémentaires à fournir dans leurs programmes.

9. Il faudrait informer le Cabinet du Premier Ministre (avec copie d'information au Ministre du Plan ainsi qu'au Ministre des Finances) sur les mesures déjà entreprises par le Ministre des Transports et Communications.

10. La procédure à suivre fixée par la Note du Premier Ministre prévoit que les projets du Gouvernement et des services parastataux doivent être soumis par le Ministère des Transports et Communications au Ministère des Finances, tandis que ceux du secteur privé devraient être présentés au Ministre du Plan par le Ministère de l'Economie Nationale ou le Bureau de Coordination Economique.

Dans le secteur des Transports et Communications, cette procédure pourrait provoquer d'équivoque et empêcher une présentation coordonnée des programmes des compagnies de transport. Il est absolument nécessaire que tous les programmes du secteur des transports soient présentés par le Ministère des Transports sans tenir compte du caractère de l'organisation en question (parastatale, mixte, privée).

Le Ministère doit communiquer son point de vue au Cabinet du Premier Ministre ainsi qu'aux Ministères du Plan, de l'Economie Nationale, des Finances et au Bureau de Coordination Economique.

11. Pour les projets du Gouvernement et des services parastataux, le Ministère des Finances devait établir un modèle de la présentation des programmes. Ce modèle n'a pas encore été communiqué au Ministère des Transports. Il serait nécessaire de rappeler au Ministère des Finances l'endroit de ce modèle.

Le même cas se présente pour les projets du secteur privé avec cette différence que le modèle de présentation doit être déterminé par le Ministère du Plan.

12. Dans la note du Premier Ministre ainsi que dans les autres documents, le délai de présentation n'est pas fixé. Il faudrait s'informer auprès du Ministère des Finances et celui du Plan de la date ultime de la présentation des programmes, d'autant plus que le délai fixé aux compagnies de transport est le 10 décembre.

13. Dans le but d'accélérer la mise au point des programmes, il faudrait convoquer les représentants d'AIR CONGO, AIR BROUSSE et OTRACO et les informer des éléments additionnels à fournir selon la Note du Premier Ministre.

*J. Mmuri*



DEC 4 1963

# ACTION

TO: *Philippe*  
1 *Philippe*  
2 *Philippe*  
3  
☐ Action Completed  
☐ Acknowledged  
☐ No Action Required  
IN: A S

CTR/M1064

le 28 novembre 1963

A : M. S. H. Ahmed, Chef des Opérations Civiles  
De : N. Boskovic, Conseiller Principal, Transports et Communications  
Objet : Actes de sabotage sur le réseau BCK

Depuis un certain temps des actes de sabotage sur la voie ferrée BCK se sont amplifiés. Tous ces sabotages ont lieu la nuit, de sorte que, chaque fois, toute circulation de nuit doit être interrompue et ce n'est que lorsque la zone est visitée et contrôlée que le premier train démarre. Ainsi une diminution de la capacité de la voie est provoquée et les gares de Jadotville, Kolwezi et Elisabethville sont embouteillées.

Le 21 novembre, pour ces trois directions seulement, 638 wagons pour 23.740 T étaient bloqués. En s'accroissant, un tel embouteillage pourrait avoir comme effet une asphyxie de ces parties de la voie.

Selon un rapport de la direction générale de la BCK à Elisabethville, l'ANC organise des patrouilles, mais elles sont insuffisantes et d'une efficience plutôt faible.

A part six actes de sabotage survenus au mois d'août et dont les conséquences étaient une locomotive à vapeur renversée avec son tender et deux véhicules pratiquement et totalement détruits des actes de sabotage ont repris, notamment en novembre. Ainsi :

- le 15 novembre - enlèvement du pivot de la tringle de commande de l'aiguillage qui, à la sortie d'Elisabethville, commande l'angle du raccordement du quartier industriel Sud. 1 locomotive et 1 wagon déraillés. Dégats mineurs.
- le 17 novembre - km 498 Tenke. Un rail déboulonné - déraillement d'une locomotive électrique et du premier wagon. Dégats matériels relativement importants et mise hors service d'une locomotive.

.../



- le 18 novembre - 455 km entre Jadotville et Tenke, un rail déboulonné. Déraillement de la locomotive électrique et des quatre premiers wagons. Il s'agissait d'un train de voyageurs et il n'y eut aucune victime. Dégâts matériels relativement importants et de nouveau une locomotive électrique hors service pour un mois.
- le 18 novembre - km 446 à 60 mètres du Pont de Nyguba. Un rail déboulonné, mais découvert à temps par l'équipe de vigilance de la BCK.
- le 19 novembre - km 698 entre Luena et Bukama. Deux rails en travers de la voie. Il s'agissait d'un train de voyageurs, mais il n'y eut pas de victimes, seul le premier wagon a déraillé.

Par mesure de sécurité, les trains de voyageurs ne circuleront pas la nuit et après la tombée du jour les simples tractions seront autorisées, de sorte que, si un déraillement survient, il n'y aura qu'une locomotive électrique hors service. La conséquence de cette mesure sera une vitesse réduite des trains.

La BCK s'est adressée par l'intermédiaire de la COMITRA au Ministre des Transports et Communications et au Premier Ministre en posant la question de promulguer au Congo une législation spéciale ayant trait aux actes de sabotage contre les voies de communications.

*J. M. M. M.*

cc: Mr. A. Gilpin ✓

OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



10-20  
UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLICQUE DU CONGO  
CABLE ONUC. LEOPOLDVILLE

CTR/M1061

22 November 1961 *Mr. Gilpin 232*

To : Mr. S. M. Ahmed, Chief Civilian Operations

From : N. Boskovic, Senior Consultant, Transport and Communications

cc: Mr. A. C. Gilpin

.....  
Attached hereto please find a study of work outlined for the Ministry of Communications and Transport covering the activity of the Department for the setting up of a programme of emergency projects for the year 1964 as well as a quinquennial plan of investment and development of the transport as a whole in the Republic of the Congo.

May I point out that this programme has been approved by the Ministry and will play, in the forthcoming months, a preponderant part in the activities of the U.N. mission attached to the Ministry of Communications and Transport.



CTR/71060

le 21 novembre 1963

A : M. P. Kabasobabo, Secrétaire Général  
Ministère des Communications et Transports

De : M. Boskovic, Conseiller Principal, Transports et Communications

NOTE

Sujet : PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE  
ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

Selon les documents récemment communiqués par le Cabinet du Premier Ministre (No. 02781/CAB4/PM/ du 27 septembre et No. 03109/CAB4/PM/ du 26 octobre) et du Ministre du Plan et du Développement Industriel (Rapport de la mission C.E.F.), la programmation du développement économique et social de la République du Congo s'effectuerait en deux phases :

1. Elaboration d'un programme de redressement rapide des postes clés de l'économie congolaise qui serait adopté et mis en exécution le 1er janvier 1964.
2. Mise au point d'un plan quinquennal de développement qui devrait être soumis au Parlement au plus tard dans 12 mois.

#### PROGRAMME DE RELEVEMENT RAPIDE

1. Le programme divisé en trois parties - projets gouvernement, projets des services paramédicaux et projets du secteur privé - ne doit comprendre que des projets urgents pour relancer l'économie du pays et assurer un démarrage de son relèvement, notamment la remise en état des transports et communications.
2. Chaque projet doit comprendre une étude financière et économique ainsi que le coût et les frais en francs congolais et en devises étrangères adéquat.

...

3. Pour les projets du gouvernement, le financement en monnaie locale sera assuré soit par le budget, soit sur les fonds de contrepartie, soit sur les fonds du Marché Communi, soit enfin, le cas échéant, sur des dons ou des fournitures en nature.

Le financement des services parastataux sera assuré soit sur des fonds propres, soit sur les fonds de contrepartie.

Le financement du secteur privé sera assuré par les entreprises elles-mêmes.

4. Le financement en devises doit être étudié avec le Conseil Monétaire et peut être effectué tant par le secteur public que par le secteur privé par la mise en application des règles générales ou par le recours au crédit à moyen terme auprès des institutions bancaires étrangères.

5. En vue d'assurer une vue complète des projets de développement et de permettre de suivre l'exécution de l'ensemble du programme, celui-ci devra englober quels que soient les moyens de leur financement, d'une part tous les projets déjà approuvés et qui sont en train d'être mis à exécution mais dont les crédits n'ont pas été entièrement utilisés et, d'autre part tous les nouveaux projets.

En même temps, il faudrait réviser le coût réel des projets déjà approuvés afin de voir si les crédits précédemment prévus sont suffisants ou s'il n'y a pas, au contraire, une possibilité de réduction.

6. Le Ministre des Communications et Transports doit présenter au Ministre des Finances tous les renseignements concernant les projets déjà approuvés ainsi que les nouveaux projets du secteur privé et parastatal et au Ministre des Finances et du Plan les projets du secteur privé.

7. Une commission interministérielle composée des Ministres, des Secrétaires Généraux et des Conseillers techniques du Plan, des Finances, de l'Economie Nationale, des Travaux Publics, des Transports et Communications et de l'Agriculture, doit se réunir sous la présidence du Premier Ministre pour arrêter les projets qui seraient choisis et adopter le programme.

#### Programme de travail du Ministère

8. Le Ministre des Transports et Communications - Secrétariat Général - a demandé (lettre No. 18.1/2260 du 4 novembre 1963) aux compagnies de transport STRACO, SCK, CFL, VIELCONGO, AIR CONGO, AIR BROUSSE, SOTRANSONGO, MAS, TRANCO, TEL et TEK d'établir leurs programmes d'investissements pour 1964 et les années à suivre. Ces programmes comprendront l'échelonnement des investissements, leurs justifications ainsi que les fonds nécessaires à la réalisation de ce projet.

Ils doivent être soumis au Ministère le 10 décembre au plus tard.



Toutefois le demande du Ministre n'implique pas tous les éléments détaillés requis par la Note du Premier Ministre, notamment les projets déjà approuvés dont les crédits n'ont pas encore été entièrement utilisés, révision du cours réel de ces projets, etc.

Il serait nécessaire que le Ministre envoie une Note complémentaire aux compagnies de transport sur les éléments supplémentaires à fournir dans leurs programmes.

9. Il faudrait informer le Cabinet du Premier Ministre (avec copie d'information au Ministre du Plan ainsi qu'au Ministre des Finances) sur les mesures déjà entreprises par le Ministre des Transports et Communications.

10. La procédure à suivre fixée par la Note du Premier Ministre prévoit que les projets du Gouvernement et des services parastatals doivent être soumis par le Ministre des Transports et Communications ou Ministre des Finances, tandis que ceux du secteur privé devraient être présentés au Ministre du Plan par le Ministre de l'Economie Nationale ou le Bureau de Coordination Economique.

Dans le secteur des Transports et Communications, cette procédure pourrait provoquer d'équivoque et empêcher une présentation coordonnée des programmes des compagnies de transport. Il est absolument nécessaire que tous les programmes du secteur des transports soient présentés par le Ministre des Transports sans tenir compte du caractère de l'organisation en question (parastatal, mixte, privée).

Le Ministre doit communiquer son point de vue au Cabinet du Premier Ministre ainsi qu'aux Ministères du Plan, de l'Economie Nationale, des Finances et au Bureau de Coordination Economique.

11. Pour les projets du Gouvernement et des services parastatals, le Ministre des Finances devait établir un modèle de la présentation des programmes. Ce modèle n'a pas encore été communiqué au Ministre des Transports. Il serait nécessaire de rappeler au Ministre des Finances l'endroit de ce modèle.

Le même cas se présente pour les projets du secteur privé avec cette différence que le modèle de présentation doit être déterminé par le Ministre du Plan.

12. Dans la note du Premier Ministre ainsi que dans les autres documents, le délai de présentation n'est pas fixé. Il faudrait s'informer auprès du Ministre des Finances et celui du Plan de la date ultime de la présentation des programmes, d'autant plus que le délai fixé aux compagnies de transport est le 10 décembre.

13. Dans le but d'accélérer la mise au point des programmes, il faudrait convoquer les représentants d'AIR CONGO, AIR BRUSSE et STRACO et les informer des éléments additionnels à fournir selon la Note du Premier Ministre.

COMITÉ DES TRANSPORTEURS  
AU CONGO

518, AVENUE VAN BELLE  
BOÎTE POSTALE 2007  
LÉOPOLDVILLE I  
AGENCE TÉLÉGRAPHIQUE : COMITRA  
TÉL. 2001

LÉOPOLDVILLE, LE

21 octobre 1963

10-20

21/11/64

N° 412/63/AFR.

1. h. M. M.  
2. file.

Monsieur BOSEKOVIC

Conseiller Principal des Transports  
et Communications C.N.U.C.

LÉOPOLDVILLE

Monsieur le Conseiller Principal,

TRAVAUX PONT BUKAMA.-

Me référant à notre entretien de samedi 19 courant  
à 11 h.30, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous le  
texte exact du télex qui m'a été adressé le 19 dit par  
Monsieur YANS, Administrateur-Directeur Général du Beeka  
à Elisabethville :

" 2274 - personnel entrepreneur veut abandonner travaux pont  
" Bukama sur décision prise retrait troupes ou ce poste stop  
" prière intervenir toute urgence ou pour obtenir maintient  
" tout ou partie jusqu'à fin travaux soit fin novembre 1963  
" remerciements Yans - B.C.K. "

Ainsi que vous le savez l'entreprise dont question  
ci-dessus est l'"International Construction" dont un siège  
important existe à Kitwe (Rhodésie du Nord) qui, après avoir  
construit le pont provisoire dans les délais prévus est occupé  
à la reconstruction du pont définitif.

Espérant que vous pourrez obtenir la garantie demandée  
je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller Principal, l'assu-  
rance de ma parfaite considération.

LE REPRESENTANT DU COMITRA,

A. DETROUX.

cc. sent h  
G. M. M. M.  
21/10



19/10

Mr. Gilpin

11.45

Mr. Boskovic phoned to say that he has just been advised by COMITRA that the contractor who repaired the Bukara bridge has told them that he will stop all further work completely if the UN Forces are withdrawn from Bukara. He will send you a written report from COMITRA to this effect next Monday, but he thought you might like to know in advance, in case you should wish to mention it to Mr. Dorsinville.

-----

*Informed  
George 19/10*



Message passed over phone by Mr. Antippas (from Mr. Boskovic)

31/10 3 P.M.

10-20

There is a group of workers at the Lubilash bridge who would like to put the final assembly parts onto the bridge. They usually assemble the parts at the Lubilash itself, but took the decision to assemble them at Kisamba, nearby. The military authorities would not agree to that, and it seems they were "vexed or something", and arrested the five European engineers at the Lubilash bridge and transported them to Bakwanga. Mr. Detroux informed Mr. Boskovic about this, and Mr. Boskovic suggested he should contact the Minister of Defence, Anani.

Mr. Boskovic wants to know if the UN is "au courant" of this incident, and if any action should be taken by us.

File  
(This message has also been passed on to Mr. Ahmed)

Informed  
Lin 31/10



CIV.OPS./1464/63  
10-20 ADM 510/4

31 October, 1963

To: Mr. Carey Seward, Chief Administrative Officer  
From: A. C. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations  
Subject: Points at issue between ONUC and CFL, Albertville

.....

Attached is copy of a memorandum dated 25 October, with attachment, from Mr. Boskovic, our Senior Consultant on Transport and Communications, regarding the CFL warehouses which are still occupied by ONUC in Albertville. You will recall that this was one of the points raised in my memorandum of 17 August.

I understand that the explosives, which had been stored in Albertville, have now been, or are about to be, removed. Am I right in thinking that this will leave only the surplus food-stuffs in store in the CFL warehouses? If so, this would underline the need for speedy action in removing the surplus food-stuffs, as discussed with you recently and on which exchanges of cables have taken place with Mr. Beitsma.

cc: Mr. Boskovic  
Mr. Chapiro (with att.)  
Mr. Cooper (with att.)  
Mr. Beitsma (with att.)

SYSTEME D'INFORMATION  
REPRESENTATION DU CONGO  
PROGNOSE  
BOULEVARD DE LA PAIX





OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

10-20  
ADM 510/4  
OCT 30 1963

ACTION

CTR/M1033

25 October 1963

TO:	Gilpin 232
1	Misc 262
2	
3	
<input type="checkbox"/>	- Action Completed
<input type="checkbox"/>	- Acknowledged
<input type="checkbox"/>	- No Action Required
INITIALS	

To : Mr. A.C. Gilpin, Acting Chief Civilian Operations

From: N. Boskovic, Senior Consultant, Transport & Communications

Subject: Points of issue between ONUC and C.F.L., A'ville

With reference to the correspondence we had sometime ago on the above subject, I regret to have to revert once again to the question of the warehouses of the Railway Station which are still occupied by ONUC.

.....

In this respect, I attach copy of a letter addressed by the C.F.L. to the Chief General Services which I trust you will find self-explanatory.

Any help we could give the C.F.L. to restore its normal services would be much appreciated.

*L. Munn*



COPIE : C.F.L. / Léopoldville. B.P. 2998.

04405

MT/PG/LB/

DU MOUVEMENT & TRAFIC/

Albertville,

19 Octobre 1963.

Monsieur le Chef  
des Services Généraux  
de l'ONUC B.P. 7248  
LEOPOLDVILLE.

Monsieur,

Magasin gare Albertville.-

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre ADM 100 ALB du 14 octobre 1963 et vous en remercions.-

Nous pensons bien récupérer incessamment, avec l'aide de MM Beitama et Wust, une partie de notre grand magasin. Par ailleurs nous vous précisons que les marchandises qui y sont contenues ne sont pas destinées, selon les instructions actuellement en possession de vos services locaux, à être acheminées vers Kamina.-

Dès lors la mise à leur disposition de wagons fermés - que le Becaka nous renvoit depuis quelques jours - ne peut résoudre directement le problème, contrairement à ce que vous a dit Monsieur Scheller.-

X

La récupération d'une partie d'un des quatre entrepôts CFL que l'ONUC occupe à Albertville, si elle constitue un geste apprécié posé par vos représentants locaux, ne sera de nature à satisfaire en suffisance les besoins de notre clientèle en période de pleine saison des pluies et de reprise plus accentuée du trafic. Nous ne nous lasserons pas de répéter que, depuis le mois de février 1963 nous avons demandé officiellement la restitution de nos dépôts, en réclamant en premier lieu la totalité de notre grand magasin gare.-

A l'heure actuelle, l'acceptation et la délivrance du cargo gare doivent se faire en plein air, alors que des magasins existent pour cela. Aux risques, réels, de vols durant la nuit viendront s'ajouter les risques d'avarie par la pluie, dès le début tout proche de la saison des pluies.

-/-



Vous voudrez bien admettre qu'il est au moins paradoxal que les services de l'ONUC occupent les dépôts prévus pour le transit des marchandises, alors que le contrat a été dénoncé en février 1963 et que, par ailleurs, ces mêmes services interviennent pour que l'ensemble des moyens de transport reprennent au Congo leur activité normale.

Nous vous demandons dès lors de tout mettre en oeuvre pour que la totalité du grand magasin d'abord, les autres dépôts ensuite, nous soient remis dans les meilleurs délais - Nous sommes certains que la chose est réalisable si l'on désire vraiment trouver une solution à ce problème qui a déjà fait l'objet d'un volumineux échange de correspondances.-

Nous vous remercions pour l'attention que vous avez apportée à notre précédente lettre et pour celle que vous ne manquerez pas de porter à la présente.-

Veuillez agréer Monsieur, l'assurance de notre considération très distinguée.-

LE SECRETAIRE GENERAL,

F. GRANDJEAN.-



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

OCT 30 1963

ACTION

CTR/M1036

28 October 1963

TO:	Mr. Gilpin
1	
2	
3	
<input type="checkbox"/>	Completed
<input type="checkbox"/>	Advised
<input type="checkbox"/>	No Action Required

To : Mr. A.H. Ahmed, Chief Civilian Operations

From : N. Boskovic, Senior Consultant, Transport and Communications

cc: Mr. A. C. Gilpin

On the 26th October, I received information by which it is confirmed that the German Federal Railways and the competent German government authorities have agreed to provide OTRACO with a bilateral assistance. This assistance will include six Engineers and two Foremen in mechanics plus all the expenses viz salaries, per diem and return air tickets borne by the German authorities.

OTRACO would only have to supply accommodations and eventually a daily subsistence allowance in Congolese francs.

When discussing these points with the officials of OTRACO, they agreed to furnish accommodations to the German experts plus 1000 Congolese Francs per day per diem.

The only problem which actually prevents us from taking necessary action with the Bureau of Economic Coordination and the German Embassy is the one of the Belgian Technical Assistance which remains unsolved to date.

Sometime ago the Central Government officially requested from the Belgian Government technical assistance for 150 experts for OTRACO. Two thirds of the salaries of these experts would be borne by the Belgian Government.

The Belgian Government did not refuse this request but subjected the case to certain conditions, viz nomination of Belgian directors for OTRACO - members for the board of directors, etc. It is understood that to date no decision has been made and therefore no agreement has been reached.

It would be difficult to admit that the German Federal Railways would provide technical assistance in the event that the Congolese Government accepts the conditions of the Belgian technical assistance and that Belgians

.../



would become directors of OTRACO. In any case, I am sending a detailed memorandum to the German Federal Railways asking their points of view in this respect.

The German Federal Railways are also ready to accept a number of Congolese technicians for training in Germany. In this connection, I am paying a visit to Thysville Rail Workshop on Wednesday 30th inst., with the Director of the Department of Works and Mechanization of OTRACO, Mr. Maholo, to examine together with our experts there Messrs. Schirmer and Robertson the Congolese candidates for this scholarship.

I shall not fail to keep you informed of developments and results in due course.

*J. Ammi*



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE ONUC LEOPOLDVILLE

CTR/M1033

25 October 1963

To : Mr. A.C. Gilpin, Acting Chief Civilian Operations  
From: N. Boskovic, Senior Consultant, Transport & Communications  
Subject: Points of issue between ONUC and C.F.L., A'ville

With reference to the correspondence we had sometime ago on the above subject, I regret to have to revert once again to the question of the warehouses of the Railway Station which are still occupied by ONUC.

In this respect, I attach copy of a letter addressed by the C.F.L. to the Chief General Services which I trust you will find self-explanatory.

Any help we could give the C.F.L. to restore its normal services would be much appreciated.

84405

MT/PG/LA/

DU MOUVEMENT & TRAFIC/

Albertville,

19 Octobre 1963.

Monsieur le Chef  
des Services Généraux  
de l'ONUC B.P. 7248  
LE POLOUVILLE.

Monsieur,

Magasin gare Albertville.-

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre  
ADM 100 ALB du 14 octobre 1963 et vous en remercions.-

Nous pensons bien récupérer incessamment, avec l'aide de  
MM Baitsma et Wust, une partie de notre grand magasin.  
Par ailleurs nous vous précisons que les marchandises qui y sont  
contenues ne sont pas destinées, selon les instructions actuelle-  
ment en possession de vos services locaux, à être acheminées vers  
Kamina.-

Dès lors la mise à leur disposition de wagons fermés - que  
le Beeka nous renvoie depuis quelques jours - ne peut résoudre  
directement le problème, contrairement à ce que vous a dit Monsieur  
Scheller.-

I

La récupération d'une partie d'un des quatre entrepôts  
CPL que l'ONUC occupe à Albertville, si elle constitue un geste  
apprécié par vos représentants locaux, ne sera de nature à  
satisfaire en suffisance les besoins de notre clientèle en période  
de pleine saison des pluies et de reprise plus accentuée du trafic.  
Nous ne nous lassons pas de répéter que, depuis le mois de  
février 1963 nous avons demandé officiellement la restitution de  
nos dépôts, en réclamant en premier lieu la totalité de notre  
grand magasin gare.-

A l'heure actuelle, l'acceptation et la délivrance du  
carga gare doivent se faire en plein air, alors que des magasins  
existent pour cela. Aux risques, réels, de vols durant la nuit  
viendront s'ajouter les risques d'avarie par la pluie, dès le  
début tout proche de la saison des pluies.

-/-



Vous voudrez bien admettre qu'il est au moins paradoxal que les services de l'ONU occupent les dépôts prévus pour le transport des marchandises, alors que le contrat a été dénoncé en février 1963 et que, par ailleurs, ces mêmes services interviennent pour que l'ensemble des moyens de transport reprennent au Congo leur activité normale.

Nous vous demandons dès lors de tout mettre en oeuvre pour que la totalité du grand magasin d'abord, les autres dépôts ensuite, nous soient remis dans les meilleurs délais. Nous sommes certains que la chose est réalisable si l'on désire vraiment trouver une solution à ce problème qui a déjà fait l'objet d'un volumineux échange de correspondances.

Nous vous remercions pour l'attention que vous avez apportée à notre précédente lettre et pour celle que vous ne manquerez pas de porter à la présente.

Veuillez agréer Monsieur, l'assurance de notre considération très distinguée.

LE SECRETAIRE GENERAL,

P. GRANDJEAN.

10-20  
CIV.OPS./1428/63

24 October 1963

To: Mr. N. Boskovic, Principal Adviser  
Transport and Communications

From: A. C. Gilpin, Deputy Chief  
Civilian Operations

Subject: ONUC troops at Bukama

..... Please refer to the attached letter dated

21 October from COMITRA addressed to yourself.

You may inform COMITRA that there is no question of withdrawing the ONUC troops from Bukama.



# ROUTING SLIP

TO

Mr. Gilpin 732

APPROVAL		NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	<del>X</del>	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	<del>X</del>	FOR ACTION

please  
See Gen. Kaldager's  
Comments.

DATE

FROM

25/7 Forge

# ROUTING SLIP

TO

DR GORGE


APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

ONE COMPANY (115 MEN)  
OF 13 ANC / UN BN.  
WILL BE DEPLOYED AT  
BUKAMA. THERE IS THERE-  
FORE NO QUESTION OF  
WITHDRAWING UN TROOPS.

DATE

24 OCT

FROM

 FC



# ROUTING SLIP

TO

M<sup>r</sup> Gorge

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	<input checked="" type="checkbox"/> FOR ACTION

Further to our  
talk on Saturday.

DATE

21/10

FROM

acy

*Second copy*

*10-20*

OCT 11 1963

ACT 11 1963

*TO Gilpin*

CTR/M1024

7 October 1963

To : Mr. A. C. Gilpin, Acting Chief Civilian Operations  
From : N. Boskovic, Senior Consultant, Transport & Communications

Reference is made to my memorandum No. 1022 of 3 October 1963. As a result of the repeated meetings I had with the Managing Directors of the OTRACO, this firm has come to complete agreement to re-engage a number of our experts on expiry of their U.N. contracts. Pertinent conditions, scales of salaries, etc., are in the course of being prepared.

The Director General of OTRACO anticipated to have the project of the new conditions, scales of salaries, etc., ready towards the end of October. This project will have to be approved by the Board of Administration which will meet beginning November. On approval of the project this will be communicated to whoever concerned.

In other words a number of our experts whose contracts expire at the end of October or November will not be in a position to peruse the conditions of OTRACO and will therefore miss the possibility of re-engagement.

In this respect, it will be impossible to promise Mr. Vasseur anything for the renewal of his contract by OTRACO after the 31st December. Whilst on the subject, I would like to stress that OTRACO will in no case be in a position to promise our experts the same salaries they have with the U.N.

cc: Mr. S.H. Ahmed ✓



10-20

CivOps 1349/63

4 October 1963

Mr. N. Boskovic, Principal Adviser, Transport  
S. Habib Ahmed, Chief, Civilian Operations  
Experts for OTRACO

Thank you for your memo dated 3 October concerning experts assigned to OTRACO. In your discussions with Mr. Iyeki, Director-General of OTRACO you might explore informally the possibility of reimbursement by OTRACO of the cost of experts provided by United Nations as an alternative to a change in their contract from the United Nations to that of OTRACO. If OTRACO is found willing to pay the cost of the experts, arrangements for the conversion of their salaries through the Conseil Monetaire would be made directly with the Congolese Government by the Civilian Operations.

ROUTING SLIP

FOR INFORMATION

Mr. AHMED

214



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

CTR/M1022

OCT 4 1963

ACTION

3 October 1963

TO:	Gilpin 232
1	
2	
3	
<input type="checkbox"/>	Action Completed
<input type="checkbox"/>	Action Wielded
<input type="checkbox"/>	No Action Required
IN	A'S

To : Mr. A. C. Gilpin, Acting Chief Civilian Operations  
From : N. Boskovic, Senior Consultant, Transport & Communications  
Subject: Aide Memoire of 16 September

1. Reference is made to Mr. Ahmed's memorandum CIVOPS No. 1299/63 and to our subsequent conversations on the above subject.
2. As already advised, I have summoned on the 30th ulto., our experts assigned to OTRACO and informed them that although the continuance of the special assistance to the Congo is not precluded under the present conditions, the U.N. is not in a position at present to make any commitments for 1964. I have also informed them that I would be glad to propose to OTRACO any of those who would be willing to remain in the service of this organization.
3. Five of our experts namely : Two Diesel mechanics and three accountants expressed the desire to remain with OTRACO after the expiry of their U.N. contracts subject to certain conditions, plus a guarantee from the U.N.

I am taking the matter up with Mr. IYEKI, Director General of OTRACO, and will subsequently endeavour to investigate the possibilities of a guarantee from the Conseil Monétaire for the remittance of their salaries abroad.

one of  
15 now  
here.

1. Amm



ACG/mep

cc: Mr. Ahmed

3 October, 1963

To: Dr. Ralph J. Bunche  
Under-Secretary for Special Political  
Affairs, United Nations, New York

From: Max H. Dorsinville  
Officer-in-Charge, ONUC, Leopoldville

Subject: Report on inaugural train,  
Elisabethville-Port Francqui,  
2 September 1963.

... Attached, for your information, is copy of a report by Mr. A. Detroux, Representative of the Comitra, on the journey of the inaugural train from Elisabethville to Port Francqui, which took place 2 to 6 September. This report contains a considerable amount of useful information on rail traffic before and after independence.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

CivOps 1299/63

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

24 September 1963

To : Mr. N. Boskovic, Senior Adviser, Transport  
From : S. Habib Ahmed, Chief, Civilian Operations  
Subject : Aide Memoire of 16 September

- .....
1. I enclose for your information a copy of Aide Memoire which sets out the present position concerning the Civilian Operations Programme. This Aide Memoire is based upon the present position of the Congo Fund and does not preclude the continuance of United Nations special assistance to the Congo if adequate contributions to the Congo Fund become available or other means of financing a larger programme than that which could be provided from the conventional technical assistance sources of the United Nations could be found. These matters are at present under consideration and I shall keep you advised of further developments.
  2. As you are already aware, the Government of Congo has agreed to finance the deficit arising from the existing Programme commitments up to the end of the current year. No problem is therefore foreseen with regard to the continuation of all existing experts up to the end of the current year.
  3. With regard to 1964, the question of financing by the Government of all experts engaged or to be engaged on operational services is at present under consideration. Every effort would be made to cover all essential advisory and training personnel under the conventional United Nations Programme of technical assistance or under Special Fund projects.
  4. I should like to emphasize that the Secretary-General is anxious to see that the present financial difficulties do not have the effect of prejudicing in any manner the functioning of the essential services of the Congolese Government on which experts of the United Nations and the Specialized Agencies are assisting at present. Every effort will therefore be made and all avenues explored to ensure the satisfactory continuation of the technical and operational assistance needed by the Government. You will appreciate however that under the existing conditions the United Nations is not in a position to make any new commitments for 1964. This problem will, I expect, be clarified in the near future on the basis of which I shall advise you again.
- cc: Mr. Carey Seward, Chief Administrative Officer
- Also sent to Mr. A. Grigg, Social Affairs  
Mr. M. Fombrun, UNICEF  
Mr. G. Cederwall, Controller of Finance  
Mr. W. Jenssen, President, Monetary Council



## AIDE-MEMOIRE

1. Le Secrétaire général a donné son approbation des dispositions suivantes concernant le programme des Opérations civiles au Congo:

2. A partir de janvier 1964, le programme des Opérations civiles sera placé dans le cadre des sources habituelles de financement représentées par le Programme élargi, le Fonds spécial, le Programme régulier des Nations Unies et des Institutions spécialisées, etc.

3. A cette fin, les dispositions suivantes seront prises tout en tenant compte du besoin de maintenir autant que possible les services essentiels du pays auxquels les experts des Nations Unies et des Institutions spécialisées prêtent actuellement leur assistance.

a) Le Gouvernement congolais sera invité à assumer la charge des côtés d'exécution du programme et d'entretenir des contacts directes avec les experts qui s'en occupent ou s'en occuperont.

b) Un examen approfondi sera effectué des postes d'experts remplissant actuellement des fonctions consultatives et de formation. Suivant les résultats de cet examen, un programme sera élaboré afin de fournir les services de ces experts en 1964 au moyen des sources financières suivantes:

(i) Programme élargi

Le programme figurant sous cette rubrique serait restreint à la moitié du montant visé pour le Congo pour les deux années 1963 et 1964, soit \$500,000.

(ii) Programme régulier des Nations Unies

Celui-ci serait restreint à un montant d'environ \$120,000.

(iii) Programmes réguliers des Agences spécialisées

Chaque institution serait consultée sur le montant qu'elle est disposée à affecter de son programme ordinaire pour financer ses postes actuels consultatifs et de formation.

(iv) Fonds spécial

Les projets de formation suivants existant au Congo sont actuellement à l'étude par le Président Directeur du Fonds spécial:

Institut pédagogique

Ecole des Mines

Formation professionnelle

Il est à espérer que les deux premiers projets seront approuvés par



le Conseil de Direction du Fonds spécial en janvier 1964 et le troisième lors de sa réunion suivante en mai 1964.

Des mesures immédiates doivent être prises pour seconder le Gouvernement à rédiger ses demandes au Fonds spécial d'assurer l'exécution des projets de formation actuels dans les domaines de l'aviation civile et des télécommunications, afin que celles-ci puissent être présentées au Conseil de Direction en mai 1964.

4. Aucune ressource ONUC ne sera disponible après la fin de l'année en cours pour couvrir les frais administratifs des Opérations civiles. En conséquence, les dispositions suivantes seront prises pour subvenir aux besoins financiers à partir du 1er janvier 1964:

- a) Le Gouvernement congolais sera invité à fournir aux experts s'occupant d'activités d'exécution une assistance administrative semblable à celle actuellement prêtée aux experts travaillant dans le cadre des programmes d'assistance technique bilatérale.
- b) L'assistance administrative aux experts consultatifs et de formation des Nations Unies, des Institutions spécialisées et du Fonds spécial sera accordé conformément aux dispositions habituelles de l'assistance technique dans d'autres pays.
- c) Les fonds nécessaires seront assignés par le Bureau d'Assistance technique de la manière habituelle pour couvrir le coût du personnel et des autres services prévus au Congo pour la liaison et la coordination.

P.S. Le paragraphe 2 du présent aide-mémoire est basé sur la situation financière actuelle du Fonds du Congo et ne représente aucune modification de la position des Nations Unies quant au montant de l'assistance spéciale au Congo, si des contributions suffisantes au Fonds du Congo étaient disponibles.





MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS  
ET TRANSPORTS  
GOUVERNEMENT CENTRAL

CABINET DU MINISTRE

SEP 21 1963

INFO. COPY

Gilpin 232

Assn	
de No.	

Objet: TRAVAUX AUX PIERS 8,  
9 et 10 A MATADI. -

10-20 FILE

Léopoldville, le 17 septembre 1963. /-

N° C.T./CAB/ 00638

TRANSMIS copie pour information à :

✓ Monsieur A. C. Gilpin, Chef par  
interim des Opérations Civiles.

A Monsieur le Ministre des  
Travaux Publics du  
Gouvernement Central  
de et à

LEOPOLDVILLE/KALINA

Monsieur le Ministre,

Par une copie de lettre adressée  
à Monsieur le Directeur du Service des Voies Navigables,  
l'OTRA CO m'informe que la pose des buses ARMCO, aux  
endroits où vos équipes ont procédé à la réfection des drainages,  
n'ont pas été réalisés dans les règles de l'art. En plus les  
terres n'ont pas été damées et le rejointage des éléments est  
nul.

Afin de remédier à cet état de choses je  
vous prie, Monsieur le Ministre, de bien vouloir accorder  
votre attention à l'exécution de ces travaux.

MINISTRE DES COMMUNICATIONS  
ET TRANSPORTS,

= A. ILUNGA. =



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE ONUC: LEOPOLDVILLE

CTR/M1013

17 September 1963

*Gilpin 232*  
*Triscliff 262*

To : Mr. A.C. Gilpin, Acting Chief of Civilian Operations

From : N. Boskovic, Senior Consultant, Transport & Communications

Subject : Survey tour to Pointe-Noire

With reference to our discussion on the possibilities of eventual shipment of copper via Congo-Brazzaville, may I request your permission to proceed to Pointe-Noire on the 23 inst. to survey the rail and port facilities.

Our expert for the coordination of transport at UTRACO, Mr. Marcier will escort me.

Subject to your approval, I propose to go to Pointe-Noire by train and return on the 26th inst. by air.

10-20

7 septembre 1953,/-

638

TRANSMIS copie pour information à :

Monsieur A. C. Gilpin, Chef par  
interim des Opérations Civiles.

*Gilpin 232*

A Monsieur le Ministre des  
Travaux Publics du  
Gouvernement Central  
de et à

LEOPOLDVILLE/KALIMA

Objet: TRAVAUX AUX PIERS 8,  
9 et 10 A MATADI. -

Monsieur le Ministre,

Par une copie de lettre adressée  
à Monsieur le Directeur du Service des Voeies Navigables,  
l'OTRACO m'informe que la pose des buses ARMCO, aux  
endroits où vos équipes ont procédé à la réfection des drainages,  
n'ont pas été réalisées dans les règles de l'art. En plus les  
terres n'ont pas été damées et le rejointage des éléments est  
nul.

Afin de remédier à cet état de choses je  
vous prie, Monsieur le Ministre, de bien vouloir accorder  
votre attention à l'exécution de ces travaux.

MINISTRE DES COMMUNICATIONS  
ET TRANSPORTS,

= A. ILUNGA. =



10-20

CTR/M1004

le 10 septembre 1963

A : Col. N.N. Medan, Adjoint au Chef des Services Administratifs  
De : N. Boskovic, Conseiller Principal, Transports et Communications  
Objet : Wagons C.F.L. pour transport ONUC

D'après une information de la C.F.L. d'Albertville du 30 août 1963, les quantités de marchandises que l'ONUC à Albertville annonce sont rarement conformes et plus rarement encore remises au transport dans les conditions convenues (jour et heure). En outre, il y a un certain temps, l'ONUC annonçait des munitions d'Albertville pour l'exportation. Ces munitions sont arrivées le 27 août 1963 dans 12 wagons fermés ordinaires à Kabongo. Cependant, l'escorte ONUC a refusé de continuer et les locomotives de la C.F.L. envoyées à Kabongo sont rentrées à Albertville avec le convoi, à l'exception des 12 wagons chargés de munitions ONUC. Ce n'est que le 30 août que la C.F.L. était avisée par l'ONUC que les wagons ne devaient quitter Kabongo que le 31 août.

Dans la situation actuelle d'une pénurie de wagons C.F.L., les 12 wagons auraient pu être déchargés à Albertville, rechargés et s'y retrouver à la même date, c'est-à-dire le 31 août à Kabongo.

A part l'augmentation des dépenses de l'ONUC par la perte de temps des wagons, l'immobilisation de ceux-ci rend encore plus difficile à la C.F.L. de faire face aux demandes de transport.

cc: M. A.C. Gilpin ✓  
M. Galland, C.F.L.

SEP 11 1963  
INFO. COPY 232

Action To.....  
File No. 1



10-20

9 September 1963

To: Mr. N. Boskovic, Senior Consultant,  
Communications and Transport

From: Jacques Schoellkopf, Chief of Civilian Personnel

Subject: Conditions of service

By letter dated 15 July 1963 the Chief of Civilian Personnel informed you of Headquarters' decision that, should your contract be renewed beyond 31 December 1963, it would be a "Project Personnel Appointment" governed by the 200 Series Staff Rules.

I am pleased to inform you at this time that Headquarters have now decided that members of the Consultative Group would be subject to the 100 Series Staff Rules. Where you are concerned, this means, inter alia, that if your appointment is extended beyond 31 December there will be no change in your contract affecting the currency in which your salary may be paid.

cc: Mr. S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations ✓

INFO. COPY *Giffen 232*

Action To.....	
File No.	SEP 10 1963



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Ref: Civops 1191/63

9 September 1963

*File*

To: Mr. A.C. Galpin, Acting Chief  
Civilian Operations

From: James R. Brooks, Deputy Chief  
Civilian Operations

Subject: Title I commodities from the US arriving at Matadi

Mr. Thomason, the AID Supply Adviser, called me on 7 September to advise that he had just returned from a trip to Matadi with Mr. Thomas Kennedy, Chief Inspector for US AID, to examine the status of arrivals of US aid commodities being shipped under the Title I programme. They found that there were at the port 18,000 metric tons of commodities, principally flour, rice and frozen chickens, being unloaded, with 13,000 tons waiting to be unloaded. The warehouses were full and ships were waiting to unload at the mouth of the Congo, with a possibility that other ships en route would have to be diverted. He considered this a serious situation which required prompt action to prevent interruption in the US aid programme to the Congo.

I requested Mr. Boskovic, our Chief Transport Consultant with OTRACO, to contact Mr. Thomason and to assist in every way to find a solution to this problem.

After investigating, Mr. Boskovic advises me that the problem of trans-shipment of commodities from Matadi involves mainly the supply of waggons and the shortage of warehouse capacity in Leopoldville. He stated that discharge capacity at Matadi permits unloading of 18,000 tons per week, and that facilities for shipment to Leopoldville cover about 10,000 tons per week. He is investigating the possibility of action to increase the turn-around time of the waggons to permit faster transport to Leopoldville, and will make every effort with private concerns to make full use of storage facilities in Leopoldville. He will also investigate the situation with regard to forward shipping from Leopoldville to inland areas.

To make a full investigation into the situation at Matadi, Mr. Boskovic will go there on Thursday. While in Matadi, Mr. Boskovic will also investigate to see whether customs delays are involved.

Another problem which Mr. Boskovic reported to me and which is of interest to Mr. Jenssen at the Conseil Monétaire, is the pile-up of export



commodities awaiting shipment at Matadi. Mr. Boskovic reports that there are between 12,000 and 13,000 tons of export goods being delayed by exporters who are using every device to postpone shipment in view of the possibility of a change in the rate of exchange. This information will be passed on to Mr. Jenssen for his action.

cc: Mr. Dorsinville  
Mr. Barakat  
Mr. Jenssen  
Mr. Cederwall



Ref: Civops 1191/63

9 September 1963

To: Mr. A.C. Gilpin, Acting Chief  
Civilian Operations

From: James R. Brooks, Deputy Chief  
Civilian Operations

Subject: Title I commodities from the US arriving at Matadi

Mr. Thomason, the AID Supply Adviser, called me on 7 September to advise that he had just returned from a trip to Matadi with Mr. Thomas Kennedy, Chief Inspector for US AID, to examine the status of arrivals of US aid commodities being shipped under the Title I programme. They found that there were at the port 18,000 metric tons of commodities, principally flour, rice and frozen chickens, being unloaded, with 15,000 tons waiting to be unloaded. The warehouses were full and ships were waiting to unload at the mouth of the Congo, with a possibility that other ships en route would have to be diverted. He considered this a serious situation which required prompt action to prevent interruption in the US aid programme to the Congo.

I requested Mr. Boskovic, our Chief Transport Consultant with OTRACO, to contact Mr. Thomason and to assist in every way to find a solution to this problem.

After investigating, Mr. Boskovic advises me that the problem of trans-shipment of commodities from Matadi involves mainly the supply of waggons and the shortage of warehouse capacity in Leopoldville. He stated that discharge capacity at Matadi permits unloading of 18,000 tons per week, and that facilities for shipment to Leopoldville cover about 10,000 tons per week. He is investigating the possibility of action to increase the turn-around time of the waggons to permit faster transport to Leopoldville, and will make every effort with private concerns to make full use of storage facilities in Leopoldville. He will also investigate the situation with regard to forward shipping from Leopoldville to inland areas.

To make a full investigation into the situation at Matadi, Mr. Boskovic will go there on Thursday. While in Matadi, Mr. Boskovic will also investigate to see whether customs delays are involved.

Another problem which Mr. Boskovic reported to me and which is of interest to Mr. Jensen at the Conseil Mondiaire, is the pile-up of export



commodities awaiting shipment at Matadi. Mr. Boskovic reports that there are between 12,000 and 13,000 tons of export goods being delayed by exporters who are using every device to postpone shipment in view of the possibility of a change in the rate of exchange. This information will be passed on to Mr. Jensen for his action.

cc: Mr. Dorsinville  
Mr. Barakat  
Mr. Jensen  
Mr. Cedarwall



Ref: Civeps 1192/63

10-20  
30-01  
9 September 1963

To: Mr. W. Jenssen, President of  
the Monetary Council

From: James R. Brooks, Deputy Chief  
Civilian Operations

Subject: Stockpiling of export commodities at Matadi

Mr. Boskovic has reported to me that there are currently approximately 12,000 - 13,000 tons of commodities for export piled up at the port of Matadi awaiting shipment. He advises that the exporters are using every device possible to postpone the actual shipment of these exports in order to gain from any change in the rate of exchange.

You may wish to consider this matter to determine whether some action may be desirable to expedite export not only to speed up the receipt of foreign exchange, but also to help relieve the pile-up of commodities at the port, which is apparently reaching serious proportions.

cc: Mr. Barekatt